

Facteurs structurels et facteurs politiques de l'urbanisation : hypothèses pour les années quatre-vingt

Patrick GUILLAUMONT et Catherine LEFORT

Centre d'Études et de Recherches sur le Développement International,
Université de Clermont 1, France

I.- Introduction

Dans un récent article (P. Guillaumont, 1988), nous avons présenté une analyse transversale des facteurs de l'urbanisation dans les pays en développement. Cette étude, qui portait sur un échantillon de 48 à 86 pays en développement et l'année 1981, distinguait deux catégories de facteurs explicatifs de l'urbanisation : la première était constituée des facteurs structurels ou d'environnement indépendants des choix politiques du pays, la seconde comprenait des facteurs de stratégie liés aux choix propres du pays. A cet égard, l'étude prenait place dans une analyse générale des stratégies de développement (voir aussi P. et S. Guillaumont, 1988; P. Guillaumont, 1989).

L'analyse des facteurs structurels de l'urbanisation était également utilisée pour mesurer un indicateur synthétique et relatif du biais urbain : celui-ci était calculé comme la différence entre le taux d'urbanisation observé et le taux estimé en fonction des seuls facteurs structurels. On faisait ainsi une double hypothèse, l'une était que le biais relativement pro-urbain ou anti-urbain de la stratégie de développement, quelles qu'en soient les multiples modalités (prix et revenus relatifs, répartition géographique des dépenses publiques, etc.) se répercutait, à travers les migrations, sur le taux d'urbanisation. L'autre hypothèse était que le résidu du taux d'urbanisation exprimait bien pour chaque pays le résultat de l'ensemble des facteurs d'urbanisation liés à la politique ou à la stratégie de développement⁽¹⁾.

Or, de nombreux pays, en raison des déséquilibres macro-économiques apparus au début des années quatre-vingt, ont mis en œuvre des politiques d'ajustement qui ont fortement influencé leur évolution économique et sociale. Ces politiques sont susceptibles d'avoir agi sur le rythme des migrations et donc sur l'urbanisation : en effet, elles ont pour objet principal de modifier les prix relatifs des biens échangeables et non échangeables, par conséquent les revenus relatifs, en particulier le rapport des revenus ruraux et urbains⁽²⁾.

(1) Il était également apparu que les facteurs de l'urbanisation (et le biais urbain) pouvaient faire l'objet d'une mesure dynamique, la variable expliquée étant alors le taux de croissance du taux d'urbanisation.

(2) D'autre part, elles ont fortement affecté le volume de la dépense publique et donc modifié, mais dans un sens plus incertain que l'effet précédent, sa répartition entre zones urbaines et zones rurales.

De même que les années soixante et soixante-dix avaient vu se développer le « biais urbain », les années quatre-vingt ont vu souvent se renverser les « termes d'échanges internes » (ruraux-urbains) et donc peut-être diminuer le biais urbain... et le rythme de l'urbanisation.

Il aurait été intéressant d'examiner, dans cette perspective, les facteurs explicatifs de l'évolution de l'urbanisation durant les années quatre-vingt. Malheureusement, un tel examen n'est pas possible actuellement sur une base transversale. En effet, les statistiques d'urbanisation publiées (par exemple : le RDM 1989 donne les taux d'urbanisation de 1987 eux-mêmes issus des données des Nations-Unies) ne se prêtent pas à une telle analyse : seul un petit nombre résulte d'une estimation véritable, la majorité repose sur l'extrapolation de données estimées plusieurs années antérieurement.

C'est pourquoi l'ambition de cet article est plus modeste. Il s'agit de voir si les hypothèses à la base du modèle estimé sur les données de 1981 demeurent valables, de discuter, à partir de ces nouvelles estimations, quelques problèmes méthodologiques apparemment négligés et d'en tirer quelques réflexions pour interpréter, de façon indirecte, l'évolution des années quatre-vingt.

II. — Les facteurs structurels de l'urbanisation

Trois hypothèses principales ont été présentées sur les facteurs structurels du taux d'urbanisation, que les estimations précédentes ont permis de ne pas rejeter :

— la première est que le taux d'urbanisation augmente avec le PIB par tête (y), parce qu'alors les activités se diversifient dans le sens d'une plus grande industrialisation, elle-même située essentiellement en ville ; en raison de la limite supérieure du taux d'urbanisation, une relation semi-logarithmique peut être supposée.

— la seconde est que la dimension du pays saisie par sa superficie (S) (ou sa population P) est elle-même un facteur d'urbanisation, parce qu'elle favorise la diversification des activités ; la relation, là encore, peut être supposée log-linéaire.

— la troisième, enfin, est que la tendance des termes de l'échange extérieur agit sur l'urbanisation : une tendance positive (amélioration) dans des pays où les exportations primaires dominent est susceptible de favoriser la population rurale et donc de limiter l'urbanisation : cet effet dépendant du taux d'exportation, la tendance des termes d'échange doit être pondérée par cette variable, soit ($WTTw$).

Le modèle, estimé pour l'année 1985, a donc été

$$u = f(\log y, \log S \text{ ou } P, WTTw)$$

L'échantillon utilisé est composé de 76 pays en voie de développement, dont ont été exclus ceux ayant une population inférieure à un million d'habitants en 1985, les pays fortement exportateurs de pétrole et la Chine.

Les résultats sont donnés dans le tableau 1 (ci-après). Ils peuvent être comparés à ceux précédemment obtenus (années 1960, 1970 et 1981 ; cf. Guillaumont, 1988).

Le modèle apparaît stable, ce qui est normal pour des facteurs structurels, et explicative au moins 60% des différences observées (ou extrapolées) dans le taux d'urbanisation de 1985 :

— le log du PNB par tête reste le principal facteur explicatif,

- le log de la superficie (ou de la population) est également un facteur important, même si le coefficient semble diminuer légèrement,
- la tendance des termes d'échange, facteur sans doute le moins « structurel », demeure lui-même un facteur significatif négatif.

III.— La politique économique, facteur agissant sur l'urbanisation

A côté des facteurs structurels, d'autres facteurs liés à la stratégie de développement, autrement dit aux choix politiques des pays agissent sur l'urbanisation. Le problème est ici, à la fois, de formuler des hypothèses raisonnables sur le mode d'action de ces choix politiques ou stratégiques et de disposer d'indicateurs représentatifs de ces choix.

On a recouru, dans ce but, à la notion de stratégie de développement précédemment évoquée, définie comme le « mode de développement choisi » (P. Guillaumont, 1989) et on mesure les indicateurs de cette stratégie en purgeant les indicateurs bruts ou observés de l'influence des facteurs exogènes ou structurels.

Plusieurs hypothèses peuvent être faites. La première est qu'une politique d'ouverture, c'est-à-dire une politique qui n'introduit pas de biais contre les exportations, ou encore qui est relativement neutre dans les incitations qu'elle apporte aux différentes activités, freine l'urbanisation. Il y a à cela deux raisons : l'une est que cette politique implique dans les pays agricoles de relativement bien payer les producteurs de biens agricoles exportés (autrement dit de taxer relativement peu les exportations agricoles); l'autre est que, dans les pays où existe un secteur manufacturier urbain substantiel, la protection n'entraîne pas des salaires relativement élevés par rapport aux revenus agricoles, salaires qui seraient un facteur de faible compétitivité. Pour mesurer de façon synthétique et indirecte le caractère plus ou moins ouvert de la politique économique, on a utilisé l'indicateur d'ouverture défini par la différence (le résidu) entre le taux d'exportation de biens et services observé et le taux estimé à partir des facteurs structurels (dimension, exportations minières, caractère enclavé) : le résidu de la fonction est pris comme indicateur relatif d'ouverture (cf. P. Guillaumont, 1988, 1989).

Une seconde hypothèse est que la scolarisation secondaire (et non primaire) est un facteur d'urbanisation, en raison de sa concentration dans la ville et des aspirations qu'elle engendre. Cette variable, pour être représentative d'une « stratégie de développement », a été introduite purgée de l'influence du PNB par tête.

Une troisième hypothèse est que l'urbanisation est aussi favorisée par l'endettement extérieur des pays en raison du fait que les fonds empruntés sont généralement plus utilisés dans les zones urbaines que dans les zones rurales. Pour correspondre à une variable de stratégie, le taux d'endettement par rapport au PIB a, lui aussi, été purgé de l'influence du PIB par tête, ainsi que de la dimension et du taux d'exportations minières.

Les modèles estimés sont donc :

$$u = f(\log y, \log S, (VITw), RTX, RTSCS, R(D/Y))$$

On le voit, les variables structurelles sont maintenues comme variables de contrôle. Les variables de stratégie paraissent à leur tour significatives, faisant passer le pouvoir explicatif du modèle à près de 80 %. Toutefois, le taux de scolarisation secondaire et le

TABLEAU 1.- FACTEURS EXPLICATIFS DU TAUX D'URBANISATION (1985)

	Echantillon	Log PNBT	Log Sup.	Log Sup. arable	Densité arable	VITw 75-85	Cte	R ² et R ² ddl	F
Facteurs exogènes	76	17,18 (10,90)	2,21 (2,36)				- 94,99	0,62	60,75
	76	17,17 (10,83)		1,99 (2,14)			- 87,55	0,62 0,61	59,56
	76	17,07 (10,83)			-0,002 (-2,290)		- 69,88	0,62 0,61	60,30
	72	19,37 (11,33)	3,21 (3,27)				-5,75 (-3,14)	0,65 0,64	43,86

Symboles et définition des variables :

- PNBT : PNB par tête
 Sup. : superficie
 VITw : variation des termes d'échanges pondérée par le taux d'exportation
 RTX : résidu du taux d'exportation
 RDODY : résidu du taux d'endettement extérieur
 RTSCS : résidu du taux de scolarisation secondaire
 (...): t de student

Source : Banque mondiale - World Tables.

TABLEAU 1 (suite)

	Echantillon	Log PNBT	Log Sup.	VITw 75-80	RTX79-81 ou * moyenne 79-81 84-85	RDODY 81	RTSCS 79-81	Cte	R ² et R ² ddl	F
Facteurs exogènes	72	19,37	3,21	-5,75				-121,7	0,65	43,86
		(11,33)	(3,27)	(-3,14)					0,64	
Facteurs exogènes et stratégies de dévelop- pement	54	22,92	3,03	-9,50	-0,35			-142,2	0,76	40,78
		(12,73)	(2,58)	(-4,90)	(-2,06)				0,75	
	49	22,52	2,44	-9,08	*-0,41			-133,5	0,77	38,64
		(12,36)	(2,02)	(-4,77)	(-2,24)				0,75	
	68	18,70	2,68	-4,38		0,23		-110,8	0,70	36,80
		(10,91)	(2,67)	(-2,31)		(2,85)			0,68	
68	18,22	3,15	-4,81				0,28	-113,6	0,69	35,97
	(10,31)	(3,11)	(-2,50)				(2,99)		0,67	
48	22,33	2,30	-8,18	*-0,49	0,12		-130,6	0,79	32,09	
	(12,21)	(1,89)	(-4,18)	(-2,55)	(1,45)			0,76		
51	22,10	3,18	-9,15	-0,50			0,25	-138,8	0,79	34,10
	(11,80)	(2,53)	(-4,18)	(-2,87)			(2,66)		0,76	
49	21,90	3,16	-8,21	-0,55	0,09		0,26	-136,8	0,79	27,76
	(11,36)	(2,37)	(-3,58)	(-2,98)	(1,06)		(2,65)		0,77	

Symboles et définition des variables :

PNBT : PNB par tête

Sup. : superficie

VITw : variation des termes d'échanges pondérée par le taux d'exportation

RTX : résidu du taux d'exportation

RDODY : résidu du taux d'endettement extérieur

RTSCS : résidu du taux de scolarisation secondaire

(...): t de student

Source : Banque mondiale - World Tables.

taux d'endettement paraissent être des variables explicatives concurrentes, le taux de scolarisation (résidu) étant la variable apparemment la plus fiable.

L'indicateur de degré d'ouverture semble avoir l'influence (négative) la plus sûre : une politique relativement ouverte (au sens indiqué plus haut) semble ainsi s'accompagner d'une moindre urbanisation. Toutefois, le coefficient obtenu paraît moitié moindre que dans la régression relative à 1981 (cf. Guillaumont, 1988).

La différence ainsi observée ne s'explique sans doute pas par une moindre influence de la politique d'ouverture sur l'urbanisation. Elle paraît plutôt correspondre à ce que durant les années quatre-vingt, années d'ajustement, la croissance de l'urbanisation s'est infléchie dans de nombreux pays, mais à des dates variables, sans que cet effet ait pu être saisi de façon générale à travers les statistiques utilisées.

IV.- Observations finales sur le biais urbain et l'urbanisation en périodes d'ajustement

L'analyse qui précède confirme l'importance et la stabilité des facteurs structurels de l'urbanisation, ainsi que celle de certains facteurs de politique économique. En particulier, elle établit le lien entre biais contre les exportations et biais urbain.

Deux observations complémentaires peuvent être présentées :

- L'une est méthodologique : la comparaison des niveaux du biais urbain mesuré par le résidu du taux d'urbanisation, telle qu'elle fut présentée dans le précédent article, pose des problèmes lorsqu'on veut la poursuivre pour l'année 1985. En effet, s'il y a eu d'importants infléchissements de la croissance dans la population urbaine au cours des années quatre-vingt, celles-ci ne sont qu'imparfaitement saisies à travers les données disponibles, qui, on l'a vu, ne sont pour de nombreux pays que des extrapolations. De plus, l'estimation du biais urbain doit être sensible à la façon dont la fonction est spécifiée. Il conviendrait à cet égard de réexaminer les bases théoriques de la fonction d'urbanisation (cf. Guillaumont, 1985, t. II et en particulier J. Ledent, 1982).

- L'autre, plus positive, est relative à l'évolution même des années quatre-vingt. Si l'on admet l'hypothèse d'un effet du degré d'ouverture de la politique économique sur le rythme des migrations, donc sur le taux d'urbanisation, et si, de fait, les politiques économiques ont évolué dans le sens d'une plus grande ouverture, il est vraisemblable que le rythme de l'urbanisation s'est ralenti dans de nombreux pays par rapport à ce que l'on pouvait attendre à partir des évolutions antérieures (et des facteurs fondamentaux). Diverses autres études confirment le diagnostic de ralentissement des migrations vers les villes (cf. par exemple : Jamal et Weeks, 1988 et 1989). Cette conséquence démographique et sociale des politiques d'ajustement structurel, si elle se confirme, est sans doute un facteur puissant de moindre inégalité, pour autant que la plus forte inégalité soit dans beaucoup de pays en développement celle des villes et des campagnes. Il n'en reste pas moins que dans de nombreuses villes des pays en développement, la dégradation relative des niveaux de vie urbains s'est traduite par la misère aiguë de groupes vulnérables.

BIBLIOGRAPHIE

- « L'urbanisation en Afrique », 1988.- *Espace, Populations, Sociétés*, 2, 304.
- GUILLAUMONT P., 1985.- *Économie du développement*, tome II, *Dynamique interne du développement*, PUF.
- GUILLAUMONT P., 1988.- « Urbanisation et biais urbain » in P. et S. Guillaumont, *Stratégie de développement comparées zone franc et hors zone franc*, Economica, chap. XX, pp. 547-564.
- GUILLAUMONT P., 1989.- « Stratégie de développement et ouverture sur l'extérieur », *Revue Africaine de développement*, juin, pp. 39-57.
- GUILLAUMONT P. et GUILLAUMONT S., 1988.- « Stratégies de développement comparées : méthode d'analyse et résultats généraux » in P. et S. Guillaumont, *Stratégies de développement comparées zone franc et hors zone franc*, Economica, chap. I, pp. 3-62.
- JAMAL V. et WEEKS J., 1988.- « Le resserrement de l'écart entre villes et campagnes en Afrique au Sud du Sahara », *Revue Internationale du Travail*, vol. 127, n° 3, pp. 305-329.
- JAMAL V. et WEEKS J., 1989.- *Africa Misunderstood or Whatever Happened to the Rural-Urban Gap*, ILO and Ruthledge, Genève.
- LEDENT (J), 1982.- « Rural-Urban Migration, Urbanization and economic Development », *Economic Development and Cultural Change*, vol. 30, n° 3, avril, pp. 507-538.